



**PERMIS DE STATIONNEMENT**  
**N°OT-2024-3675-01**

Type(s) d'occupation :

**Engin de levage**

Emplacement(s) horodateurs, centre piétons,  
arrêt minute et livraison :

Emprise :

**Engin de levage 50 m2**

Réf. Pétitionnaire :

Adresse(s) de l'occupation :

**12 rue Saint-Louis**

**11 rue Maréchal Joffre**

Affaire suivie par :  
**Jérôme SKRELA**

**Pétitionnaire :**

**ENTREPRISE EIFFAGE CONSTRUCTION BEARN**  
**MONSIEUR CASSAGNE GUILLAUME**  
BOULEVARD DE L'AVIATION  
64000 PAU

Le Maire de la Ville de Pau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L. 2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et L.2125-1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3 et R.417-10 ;

Vu le Code du Travail ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Vu la demande par laquelle le pétitionnaire sollicite l'autorisation d'installer une grue mobile au droit du n°11 rue Maréchal Joffre pour effectuer la mise en place d'une grue à tour sur la parcelle située 12 rue Saint Louis ;

Considérant que la mise en place et le fonctionnement d'engins de levage au voisinage de lieux publics ou habités peut porter atteinte à la sécurité publique ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement et la circulation ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – du Lundi 13 Janvier 2025 au Mardi 14 Janvier 2025, de 19h30 à 06h30, le stationnement et l'arrêt des véhicules** sont interdits et considérés comme gênant rue Saint-Louis et rue maréchal Joffre, suivant la signalisation mise en place sur les lieux.

**Le pétitionnaire est autorisé à circuler à contre sens rue Maréchal Joffre depuis la rue Bordenave d'Abère vers la place Clémenceau à l'aide d'un homme trafic et à stationner une grue mobile au droit du 11 rue Maréchal Joffre.**

Le pétitionnaire doit se conformer aux dispositions suivantes :

- Le passage des piétons sous la charge est impérativement interdit.
- Un cheminement d'une largeur de 1,40 m est aménagé pour permettre aux piétons de contourner le chantier en sécurité ;
- Il appartient au pétitionnaire de veiller à ce que la chaussée ne soit pas endommagée par les patins ;
- Le pétitionnaire doit prendre sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le pétitionnaire mettra en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h avant l'occupation.
- Il sera responsable de la conformité du positionnement de cette signalisation et devra être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière ;
- Le présent permis de stationnement sera affiché sur les lieux.

**ARTICLE 2 – Durant la période définie à l'article 1er, la circulation des véhicules est interdite rue Saint-Louis et rue maréchal Joffre, suivant la signalisation mise en place sur les lieux.**

- Le pétitionnaire mettra en place, **rue des Cordeliers, place Clémenceau, rue Saint Louis et rue maréchal Joffre**, une barrière de police supportant un panneau sens interdit avant le début de l'occupation. Il sera responsable de la

conformité du positionnement de cette signalisation pendant toute la durée de leur intervention.

**ARTICLE 3** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 4** – L'autorisation accordée est révocable à tout moment sans délai ni indemnité si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou, suivant une procédure contradictoire, si le pétitionnaire ne se conforme pas à l'ensemble de la réglementation en vigueur et aux prescriptions du présent arrêté.

**ARTICLE 5** – Dans le cas où le domaine public serait dégradé suite à l'occupation, la réfection totale de la chaussée et du trottoir est effectuée par le pétitionnaire, dans les huit jours suivant la fin du chantier. Dans le cas contraire ou bien si la réfection n'a pas été exécutée dans les règles de l'art, il est procédé après mise en demeure, aux réfections nécessaires par les services techniques de la Ville de Pau aux frais du pétitionnaire.

**ARTICLE 6** – Le pétitionnaire doit s'acquitter de la somme correspondant à la redevance d'occupation du domaine public, ainsi qu'aux droits fixes, tels que déterminés chaque année par délibération du Conseil Municipal et décision du Maire.

**ARTICLE 7** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

**ARTICLE 8** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Fait à Pau, le 16 décembre 2024